



ARRETE REGLEMENTANT LE STATIONNEMENT ET LA CIRCULATION

2024-055

Le Maire de la commune de Boissy Sous Saint Yon,

Vu les articles L 2212-2, L 2213-1, du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route,

Vu les arrêtés formant le règlement de police de la Commune,

CONSIDERANT la nécessité de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules lors des travaux d'échange réglementaire d'une citerne de gaz, le 25 avril 2024.

ARRÊTE

Article 1 – Le 25 avril 2024 la société CSC sise route de Gien – 45600 SULLY SUR LOIRE, est autorisée à effectuer un échange réglementaire d'une citerne de gaz au 64 avenue de Paris.

Article 2 - Ces travaux nécessiteront les dispositions suivantes aux véhicules légers et aux poids lourds :

Interdiction :

- Stationnement ;
- Dépassement

Restriction chaussée :

- Suppression d'une voie

Article 3 - Les services du département ont été informés de la demande susmentionnée et procéderont à la sécurisation de la voie pendant la durée de l'intervention dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voirie et à faciliter le bon déroulement des travaux autorisés par le présent arrêté

Article 4 – Les panneaux de signalisation et/ou barrières nécessaires seront mis en place par le pétitionnaire pour permettre l'application du présent arrêté qui sera affiché et publié dans les conditions habituelles.

Article 5 – En cas de dégradations du domaine public (chaussée et/ou trottoir), la remise en état sera à la charge de l'intéressé. Il est demandé à l'entreprise de laisser un libre accès sécurisé à la circulation avec éventuellement la pose d'éléments de franchissement lorsque la chaussée doit rester ouverte avec mise en place d'une signalisation adéquate.

Article 6 – A son départ, le pétitionnaire devra remettre les lieux en bon état de circulation. Il appartiendra à l'entreprise d'effectuer le revêtement dans un délai maximum de 10 jours après l'achèvement des travaux. Si le marquage horizontal en rives ou en axe est endommagé, il devra être reconstitué à l'identique.

Article 7 – Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux transmis aux tribunaux compétents.

Article 8 – Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Breuillet et la Police Municipale Intercommunale « Entre Juine et Renarde » sont chargés en ce qui les concerne de l'application du présent arrêté dont une ampliation sera transmise à l'entreprise concernée ainsi qu'au Directeur des Services Techniques Communaux.

Article 9 – La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa réception. Ce recours peut éventuellement être précédé d'un recours gracieux auprès du représentant de la commune dans les mêmes délais.

Fait à Boissy sous saint Yon, 12 avril 2024.

Le Maire,

Jean-Marc PICHON,

